



Avant-hier 8 mars journée des droits des femmes, hier 9 mars mobilisation pour le retrait du projet de loi EL KHOMRI véritable projet de démolition des droits des salariés qui a rassemblé plus d'un millier de personnes dans l'Aube et aujourd'hui 10 mars dans toutes les régions de France les retraité-es se rassemblent, manifestent à l'appel de 9 syndicats et associations

Pour autant le gouvernement continue à décortiquer les progrès sociaux conquis de hautes luttes et accepter les diktats du patronat.

Jamais, comme en ce début d'année 2016, on n'a lu autant d'articles écrits par des décideurs politiques, par des patrons, par leurs conseillers mais aussi par des journalistes aux ordres, pour nous convaincre que le « coût du travail » et les « charges » qui servent à alimenter la Sécurité sociale et les caisses de retraite seraient devenus insupportables. Ils veulent mettre en place une société du chacun pour soi, remplacer notre système de protection sociale collectif et solidaire par des assurances privées que des millions de personnes aux revenus modestes ne pourront pas payer.

Cette non prise en compte des revendications des salariés-es, des retraités-es, mais aussi du monde agricole, des chauffeurs de taxis, bref de tous ceux qui ont des aspirations à vivre mieux du fruit de leur travail ne trouvent pas d'écho auprès du gouvernement.

Nous sommes 16 millions de retraités.

Gouvernement et patronat s'en inquiètent mais pas en bien. Ils prennent prétexte de ce progrès pour reculer l'âge donnant droit à la retraite, faisant mine d'ignorer que si l'on vit plus vieux c'est surtout parce que l'on travaille moins longtemps et moins durement. Il fut un temps où l'âge de la retraite était proche de la fin de vie. Mais si rien ne vient contrecarrer les plans du gouvernement et du MEDEF nous retournerons à des conditions de vie et de travail digne d'un autre siècle.

Oui les retraités-es ont de bonnes raisons de battre le pavé en 2016. S'il en fallait une seule preuve, le patron du Medef et quelques-uns de ses acolytes patronaux l'ont rappelé le 10 janvier dans une lettre en cinq points au Président de la République. Ils veulent un contrat de travail « agile », à savoir précaire, pour chaque salarié-e et des suppressions de charges patronales sur toute nouvelle embauche. De quoi réduire à la portion congrue le financement de la Sécurité sociale et surtout des caisses de retraite.

En cela, les retraités-es sont aussi la cible des patrons le Medef proposant de réviser les règles des pensions de réversion versées aux conjoints survivants. C'est vrai que l'on vit dans l'opulence lorsque l'on sait que ces pensions s'élève en moyenne à 1 306€ bruts mensuels et seulement 993€ pour les femmes.

Pourtant le constat est sans appel : depuis le 1er avril 2013 aucune revalorisation des pensions n'a eu lieu, à l'exception de celle, dérisoire, provoquante, de 0,1 % en octobre dernier, tandis que les retraites complémentaires sont bloquées pendant trois ans.

Le montant des pensions stagne mais la fiscalité, elle, augmente !

À chaque annonce faite par Bercy, des acquis disparaissent et le pouvoir d'achat baisse d'un cran.

La suppression de la demi-part, l'imposition de la majoration pour enfants ou les 0,3% de la Casa (contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie), sont autant de reculs sociaux lourds de conséquences dans la vie quotidienne des retraités-es. Et leurs protestations sont dédaignées, leurs revendications méprisées.

Pour les retraités-es qui ont passé toute leur vie à travailler, la blessure est aussi douloureuse. Non seulement les valeurs du travail qu'ils ont portées sont bafouées mais leur vie à la retraite est menacée de décroissance rapide

Non les retraités-es ne sont pas des privilégiés. Ils veulent simplement affirmer leur droit à pouvoir vivre de leur retraite dignement.

Avec la régression sensible de notre pouvoir d'achat, qui rend difficile, parfois impossible, de se soigner, de se loger et même de se nourrir. Au point que 10 % des retraités-es vivent désormais sous le seuil de pauvreté et que pour beaucoup d'autres il devient de plus en plus difficile de boucler les fins de mois, et le quotidien de beaucoup d'entre eux consiste à solliciter les aides sociales, les organismes caritatifs peuvent en témoigner.

A cela s'ajoute les augmentations permanentes telles que : Mutuelles, dépenses de santé, assurances, transports (pour lesquels une pétition à Troyes a recueilli un grand nombre de signatures), mais aussi la consommation courante ... La situation devient catastrophique pour un nombre de plus en plus important de retraités-es.

L'INSEE vient de publier ses statistiques sur l'espérance de vie à la naissance. Pour la première fois depuis 1969 celle-ci diminue. Nous avons tous entendu que c'était de la faute à la canicule, aux épidémies de grippe, mais à aucun moment du désengagement de la sécurité sociale, de la détérioration des conditions de travail et leurs conséquences sur la santé au moment du passage à la retraite.

L'urgence sociale doit devenir une priorité. Cela nécessite d'autres choix politiques et sociaux qui passent par une juste répartition des richesses créées, permettant une revalorisation des pensions, des pensions de réversion, des retraites complémentaires et l'amélioration du pouvoir d'achat. C'est aussi la mise en place de la Loi d'orientation et d'adaptation de la société au vieillissement, assortie des moyens financiers nécessaires dans le cadre de notre système solidaire et intergénérationnel de la Sécurité sociale.

Les retraités sont des citoyens à part entière. Ils ont contribué et contribuent encore au développement économique et social. Les retraités-es ont financé par leur travail le fonctionnement de notre système solidaire de protection sociale en France. Il est à la fois plus juste et plus efficace que ceux qui relèvent des fonds de pension et des assurances privées en vigueur dans d'autres pays.

Oui les retraités contribuent au développement de la société comme consommateurs mais aussi à travers de multiples activités d'intérêt général et social indispensable. Cela va de la garde des petits enfants, à l'aide aux devoirs mais aussi de l'engagement dans des associations, les syndicats, les conseils municipaux... 4 millions de retraités sont des aidants.

C'est pourquoi Ils ne demandent pas la charité mais la dignité.

En conséquence, ils revendiquent

- La revalorisation des pensions en fonction de l'augmentation du salaire moyen et une pension au minimum égale au Smic revalorisé.
- Le maintien et l'amélioration des pensions de réversion et la suppression des conditions de ressources.
- Le rétablissement de la ½ part fiscale et l'exonération fiscale des majorations familiales.
- Le retour à la revalorisation annuelle de toutes les pensions et retraites au 1er Janvier.
- Le développement et le renforcement des services publics indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé.
- La construction de maisons de retraites publiques avec des tarifs accessibles à tous.
- La suppression des dépassements d'honoraires.
- L'affectation réelle de la CASA à la compensation de la perte d'autonomie et sa suppression à terme par une prise en charge de cette compensation par la Sécurité Sociale.

Des ressources existent : les exonérations de cotisations sociales à la CNAV ont représenté 20 milliards d'euro en 2014.

La fraude fiscale prive chaque année le pays de 60 à 80 milliards d'euros.

Si on appliquait simplement l'égalité salariale entre les femmes et les hommes cela rapporterait 5 milliards de ressources supplémentaires par an au régime de retraites dès 2015 et cela permettrait aussi aux femmes d'avoir de meilleures pensions.

Aujourd'hui les retraités-es ont montré qu'ils ne sont pas une catégorie à part de citoyens, mais une catégorie qui elle aussi comme les autres subit une dégradation sans précédent de son pouvoir d'achat.

Ils ont manifesté hier avec les étudiants-es et les salariés-es pour rejeter un projet qui aura des conséquences sur les caisses de retraites, comme ils continueront à se mobiliser le 31 mars afin de peser sur les négociations UNEDIC où Patronat et Gouvernement veulent peser négativement et liquider une partie des dispositifs de compensation des retraites.

Nous vous remercions de votre présence et au 31 mars.

